



Cahiers d'Asie centrale

13/14 | 2004

Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale

Permanences conceptuelles et fonctionnelles du système économique soviétique en Asie centrale

Gaël Raballand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/328>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 163-174

ISBN : 2-7449-0444-9

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Gaël Raballand, « Permanences conceptuelles et fonctionnelles du système économique soviétique en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 13/14 | 2004, mis en ligne le 23 avril 2009, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/328>

Permanences conceptuelles et fonctionnelles du système économique soviétique en Asie centrale

L'indépendance a été perçue comme une révolution pour les économies d'Asie centrale devenues, pour la première fois de leur histoire, "nationales", et ne constituant plus des éléments d'un espace économique unifié plus large. À ce titre, les économies centre-asiatiques ont suivi la même évolution que les systèmes politiques, celle d'une volonté de s'affranchir du système antérieur et de se démarquer des pays voisins. La plupart des États de la région ont ainsi tenu à édicter "leur" modèle de développement, qui n'est en fait que la reprise de stratégies déjà mises en application auparavant en d'autres régions du monde et plus ou moins adaptées aux impératifs locaux¹. Les politiques économiques ouzbèke et turkmène se distinguent moins du système économique soviétique que celles menées au Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan. Ces différentes approches témoignent du processus de différenciation nationale voulu par les pouvoirs en place, un phénomène qui transparaît tout particulièrement dans le secteur économique.

Cette différenciation pourrait cependant ne constituer qu'une façade. Certains économistes ont en effet montré l'importance de l'histoire en économie, notamment dans le domaine des relations commerciales². Ainsi, de nombreux flux commerciaux entre la métropole et les anciennes colonies se perpétuent bien après la dislocation de l'empire colonial. Des chercheurs sur les pays de la CEI soulignent à ce titre la rémanence de l'ancien système. Alexander Rondeli³ explique par exemple que, nonobstant les différences issues du système précédent, les économies de ces pays ont plus ou moins obtenu les mêmes résultats. Selon lui, le poids de l'héritage économique soviétique en serait la principale explication. Au cours de la dernière décennie, les gouvernements locaux se sont attachés à montrer en quoi le système économique soviétique avait été abandonné et ont fait acte de sa disparition progressive. Rondeli tente néanmoins de nuancer cette perspective. L'indépendance des républiques de l'URSS a-t-elle alors vraiment signifié, en Asie centrale, la fin du système économique soviétique ?

Pour répondre à cette question, on aurait pu s'intéresser à l'évolution des agrégats depuis 1991 et montrer en quoi la phase de transformation post-socialiste s'est révélée douloureuse en Asie centrale. Il nous a cependant semblé plus intéressant d'étudier les ressorts de ces problèmes de sortie du système soviétique et d'analyser en quoi le "soviétisme" se perpétue aujourd'hui dans le domaine économique. Considérant l'évidence de l'héritage soviétique en Ouzbékistan et au Turkménistan, il nous a paru plus pertinent, pour mesurer son ampleur, de nous intéresser aux trois autres pays de la région. Sans négliger l'Ouzbékistan et le Turkménistan, nos recherches seront donc orientées plus particulièrement sur le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Pour confirmer les hypothèses proposées par Rondeli, on montrera donc en quoi le système économique reste soviétique aussi bien dans sa conception (I) que, surtout, dans son fonctionnement (II).

I. Une conception soviétique de l'économie : la subordination à un idéal politique

Les gouvernements centre-asiatiques ont maintenu une conception soviétique de l'économie qui consiste à mettre celle-ci au service d'un idéal politique, seul ce dernier ayant changé. En outre, le corollaire de cette équation, repris, compte tenu de son intérêt, par le pouvoir en place, est l'absence de frontière claire entre pouvoir politique et économie, ce qui donne lieu au développement de la corruption.

L'économie au service d'un idéal national après avoir été au service du communisme

À l'époque soviétique, l'économie et tous les pans de la société devaient être mis, dans la théorie, au service d'un idéal politique précis, à savoir la construction du premier État communiste. Ainsi, en opposition frontale à la pensée de Karl Marx, l'économie a été systématiquement subordonnée au politique : tout devait en effet montrer les bienfaits du système soviétique, au mépris, si nécessaire, de la rationalité économique. C'est ainsi, comme l'a montré J. Kornai, que le système économique socialiste fonctionnait en déséquilibre, créant ce qu'il a appelé une « économie de la pénurie »⁴. Tout gouvernement s'immisce immanquablement et, semble-t-il, légitimement dans la vie économique. Comme l'explique Kornai, il ne peut concéder à ses électeurs que le chômage, l'inflation ou la croissance sont déterminés exclusivement par le marché et avouer être sans influence sur ces phénomènes économiques. Néanmoins, dans le système socialiste, l'intervention politique était poussée à son paroxysme puisque une grande partie des évolutions économiques à suivre en URSS étaient dictées par le Parti et fondées sur le projet d'une société communiste en devenir.

Les élites politiques centre-asiatiques ont hérité de cette vision soviétique de l'économie. Il est tout naturellement indispensable que ces nouveaux États aient un projet politique qui trouve des aboutissements dans le domaine économique. Toutefois, une analyse des politiques économiques mises en œuvre dans la région montre que la conception économique héritée de l'époque soviétique continue. L'économie est entièrement placée au service du pouvoir et doit contribuer à la mise en œuvre d'un idéal politique, même si celui-ci va à l'encontre de l'intérêt économique. La seule différence réside dans le fait qu'à l'idéal communiste a succédé un idéal national. Car, nonobstant les différentes options économiques choisies en Asie centrale⁵, les gouvernements des cinq pays de la région essaient de créer des économies exclusivement nationales et indépendantes des autres républiques de l'ex-URSS. Ainsi, chaque pays défend officiellement un modèle de développement propre, défini dans les textes fondateurs rédigés par les présidents en place.

Nursultan Nazarbaev a par exemple défini sa stratégie de développement dans le texte *Kazakhstan – 2030*⁶ tandis qu'Islam Karimov, dans son livre *Sur la voie de l'approfondissement des réformes économiques*, défend l'idée d'un modèle ouzbek de développement⁷. Or, les politiques économiques promulguées dans ces ouvrages officiels ne sont pas spécifiquement d'inspiration kazakhstanaise ou ouzbékistanaise. En revanche, leur objectif principal consiste à montrer l'existence d'une économie exclusivement nationale. L'une des conséquences de la nationalisation des modèles économiques a été la volonté de destruction de l'espace économique régional : depuis l'indépendance, ce qui caractérise la région est précisément sa désintégration économique⁸, largement favorisée par le pouvoir politique. Les exemples de guerres commerciales ou tarifaires entre pays de la région sont de plus en plus nombreux, comme ce fut le cas entre le Kazakhstan et le Kirghizstan en 1999 ou entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan en 2002.

Pourtant, comme cela a été souhaité par les principales multinationales réunies au cours du premier sommet économique eurasiatique qui s'est tenu en avril 2000 à Almaty sous la présidence de Nazarbaev, l'intégration économique régionale doit être privilégiée compte tenu de la faiblesse économique de la région (le PIB régional est inférieur à celui de la Malaisie⁹). L'un des membres du Conseil consultatif de la Deutsche Bank déclarait en présence du président kazakhstanaï : « les différences politiques, nationales, ethniques et religieuses doivent être surmontées afin de créer un grand marché unique et d'attirer les investisseurs en offrant des économies d'échelles. »¹⁰ Or, en cette période de construction d'États-nations, l'économie de la région n'échappe pas à la vague de nationalisme étatique et la désintégration a été préférée à l'intégration. Les choix économiques sont donc subordonnés à la politique voulue par les présidents. Corollairement, la frontière entre pouvoir politique et économie devient de plus en plus floue.

*Une absence de frontière claire
entre pouvoir politique et économie*

La majorité des hommes politiques d'Asie centrale possèdent des entreprises ou ont bénéficié de transferts plus ou moins légaux de fonds. Le monde des affaires permet en effet d'accéder à des responsabilités politiques. Des modifications de la législation peuvent même résulter de pressions de la part de "députés-entrepreneurs" pour réduire la concurrence. Le phénomène de corruption est d'autant plus visible que les ressources économiques de l'État sont importantes. Dans les pays producteurs d'hydrocarbures, on assiste à l'apparition des syndromes de pays rentiers dans lesquels les ressources de la collectivité sont accaparées à des fins privées, développant ainsi une économie au service exclusif de quelques individus. C'est notamment le cas de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Turkménistan¹¹.

Au regard des études internationales sur la perception de la corruption, les États d'Asie centrale se retrouvent parmi les mauvais élèves du classement. Ainsi, en 2002, selon Transparency International, l'Ouzbékistan était 69^e et le Kazakhstan 88^e sur 102 pays classés¹². Au Turkménistan par exemple, 1,5 milliard de dollars provenant de la vente de gaz sont passés sous le contrôle direct du président S. Niazov sans qu'il y ait eu de réelle transparence sur l'emploi de ces fonds¹³. Le phénomène d'"accaparement de l'État" est également particulièrement visible en Ouzbékistan et au Kirghizstan, ce dernier ayant même le chiffre le plus élevé parmi les vingt-deux pays en transition étudiés par Hellman et al.¹⁴ La rente dégagée est le plus souvent intrinsèquement liée à la vente d'hydrocarbures. Les pays d'Asie centrale rejoignent alors la théorie de la "maladie politique hollandaise" définie par Lam et Wantchekon¹⁵, selon laquelle l'abondance de ressources provoque directement et indirectement une plus grande inégalité de revenus au sein d'un État. L'élite au pouvoir, en tant que responsable de la distribution de la rente, consolide son pouvoir en créant des groupes de pression de poids à peu près égal mais concurrents, divisant ainsi pour mieux régner. Le pouvoir s'approprie donc la gestion de la rente à des fins de *statu quo* politique, modèle qui semble bien fonctionner pour l'ensemble de l'ex-URSS. Si l'on en croit, par exemple, les personnes interrogées au Kazakhstan dans l'étude analysée par Nichols¹⁶, il semble que la corruption ait progressé dans la dernière décennie et constituerait aujourd'hui, après le déclin industriel post-soviétique, le principal problème économique au Kazakhstan.

Il serait pourtant totalement erroné de penser que la corruption n'est que le produit des réformes économiques engagées après l'indépendance car elle s'inscrit dans la tradition de ce qui fut appelé par certains la "kleptocratie" soviétique. La corruption et l'appropriation à des fins privées des ressources de l'État ne sont pas, en effet, un phénomène nouveau en ex-URSS. On mentionnera, à cet égard, le célèbre scandale du coton dans les années 1980, lorsqu'une large partie du coton ouzbek avait été détournée par de hautes personnalités politiques locales, avec quelques complicités à Moscou.

Konstantin Simis, ancien membre de l'Institut des Affaires étrangères de Moscou, affirme ainsi que « l'URSS a été rongée par la-corruption tout au long de son histoire »¹⁷. En campant certaines scènes de vie soviétique, Patrick Meney, correspondant de l'AFP à Moscou à la fin des années 1970, a montré en quoi la corruption faisait partie intégrante du système économique. Il brosse le portrait d'un "klepto-communiste" assez proche de l'*homo sovieticus* : il n'est ni membre du PCUS, ni contestataire mais s'appuie sur de petits trafics pour améliorer son quotidien. À l'époque, le travailleur vole à l'usine et échange le bien volé contre un autre afin de faire face à la pénurie. Meney montre le manque de culpabilité chez ces hommes pour qui l'État "donne" et consacre un chapitre entier aux "corrompus". Il explique le fonctionnement psychologique du principe de corruption : « la nature même de l'économie soviétique confère à chacun de ses exécutants, fût-il le plus modeste, un certain pouvoir sinon un pouvoir certain. [...] Ils monnaient donc cette part de pouvoir concret, soit par une plus-value illicite sur les produits déficitaires auxquels ils ont accès, soit par le troc d'autres denrées rares, soit contre un pot-de-vin. »

La corruption existant à tout niveau, le raisonnement est donc le suivant : une partie de ce qui appartient à l'État appartient également à l'individu qui en gère le fonctionnement, puisqu'il n'existe pas de frontière claire entre le pouvoir politique et l'économie. Cette situation n'a pas évolué aujourd'hui, à l'ère du "pot-de-vin démocratisé" : il faut toujours donner un "plus" au médecin pour se faire soigner dans de meilleures conditions, payer le recteur ou le professeur pour obtenir son examen. Ainsi, la conception même du système soviétique a été léguée après l'indépendance et, dans une large mesure, reprise par les élites politiques centre-asiatiques.

II. Un fonctionnement des économies resté lui aussi très soviétique

L'évolution économique relativement lente de l'Asie centrale au cours de la dernière décennie s'explique également en grande partie par le mode de fonctionnement de ces économies.

Le tissu économique actuel reste imprégné de "soviétisme"

Une analyse pragmatique du fonctionnement des économies centre-asiatiques montre que tout le tissu économique des États reste empreint d'une période soviétique dont il semble difficile de s'affranchir. D'un point de vue macroéconomique en effet, les pays de la CEI sont caractérisés par quelques éléments largement hérités de la période soviétique. La contrainte budgétaire molle constitue le concept central de l'étude menée par J. Kornai. Ce dernier a montré que, dans le système socialiste, les entreprises accumulaient des pertes sans pour autant qu'elles ne soient mises en faillite, leurs déficits étant parfois comblés par des subventions directes ou indirectes. Compte tenu de sa "valeur

sociale”¹⁸, l’entreprise n’était que rarement mise en faillite, même en situation de déficit structurel. Cette contrainte budgétaire dite molle a persisté après l’indépendance, notamment dans les États pourvus de ressources¹⁹ où les intrants à la production, par exemple l’énergie, sont fournis à des prix très faibles, voire gracieusement, afin de favoriser la production et, par conséquent, l’emploi des travailleurs. Les autorités économiques tolèrent ainsi de gigantesques arriérés inter-entreprises ou arriérés d’impôts pour aider la production.

L’un des exemples²⁰ les plus intéressants de cette pratique est le Tadjikistan, dont la seule véritable richesse est l’eau (le plus grand barrage d’Asie centrale a été construit à Nourek). Souhaitant développer l’industrie dans cette république, la planification soviétique a permis la construction à Toursounzadé de la plus grande fonderie d’aluminium de la région et d’une usine chimique. Aujourd’hui, l’aluminium reste l’un des piliers de l’économie tadjike puisqu’il représente près de 40 % des exportations du pays. Pourtant, si les coûts réels des intrants avaient été pris en compte dans les coûts de production, la rationalité économique de cette fonderie aurait été probablement mise en doute. En effet, le minerai provenait de Guinée, était transformé en alumine à Nikolaev (Ukraine) et Gandja (Azerbaïdjan) puis acheminé par rail sur plusieurs milliers de kilomètres jusqu’à Toursounzadé où il était alors fondu ; l’aluminium produit était finalement transformé en Russie pour une majeure partie. Aujourd’hui, alors que les liens entre républiques sont en grande partie rompus, le Tadjikistan n’a plus les moyens d’importer de l’alumine ukrainienne ni même de payer l’électricité nécessaire pour fondre le métal. La fonderie fonctionne donc actuellement à moins de 40 % de ses capacités de production. Elle est le principal client de la compagnie nationale d’électricité tadjike mais aussi, et de loin, son principal débiteur. En l’absence de contrainte budgétaire molle, la fonderie aurait très probablement été mise en faillite ou n’aurait même jamais vu le jour.

Meney met en outre en évidence dans son livre l’importance du troc dans l’économie soviétique. Étant donné les goulots d’étranglement et la faible capacité d’offre de l’économie en matière de biens de consommation, les citoyens étaient toujours en quête de produits qu’ils échangeaient contre d’autres biens d’équipement récupérés, par exemple, dans les combinats ou kolkhozes. Sous l’URSS, le troc était donc monnaie courante à tous les niveaux, entre citoyens mais également entre républiques. Certains économistes ont vu en cela la conséquence directe de la raréfaction du crédit et des moyens de financement au début de la transition. S’il est probable que les réformes ont accéléré la démonétarisation des économies de la CEI dans les premières années après l’indépendance, ce phénomène est néanmoins antérieur à 1991²¹.

Il est intéressant de constater que les échanges de compensation restent l’une des caractéristiques du commerce entre pays de la CEI, alors même que les contraintes financières se sont quelque peu assouplies. En outre, comme le montrent de manière empirique Carlin et al.²², l’importance ou non du troc

n'est pas corrélée aux réformes d'un pays, à un secteur de l'économie ou à un type d'entreprise, du moins en Asie centrale. Le commerce de troc apparaît ainsi très important dans l'agriculture au Kazakhstan mais faible dans le même domaine en Ouzbékistan et semble être une solution "inventive" à un environnement difficile pour l'entreprise. L'environnement a bien évidemment évolué depuis les années 1980 mais les entreprises de la CEI semblent attachées aux échanges de compensation, phénomène qui touche tous les pays de la zone. Ceci peut également expliquer le maintien d'un commerce important intra-CEI.

Au premier abord, la désintégration commerciale au sein des pays de la CEI a été complète et très rapide : en moins d'une décennie, le commerce entre républiques est passé, pour les pays d'Asie centrale, en moyenne de plus de 90 % à environ 50 %²³. De nombreux flux commerciaux, notamment entre petits pays de l'ex-URSS, se sont éteints. Pourtant, les autres républiques restent les principaux partenaires économiques des États d'Asie centrale. Fidrmuc et Fidrmuc ont calculé l'impact de la CEI sur le niveau du commerce d'après une base de données plus large impliquant des pays extérieurs à la zone²⁴. Selon leurs estimations, le commerce entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie serait 43 fois supérieur à un commerce "normal". Les résultats sont probablement beaucoup plus limités pour l'Asie centrale, cette estimation ne reposant que sur trois pays. Néanmoins, les échanges au sein de la zone restent surdéveloppés par rapport aux caractéristiques du commerce mondial et ce, malgré la désintégration commerciale due à la rupture des liens politiques.

Cette situation peut s'expliquer de plusieurs façons : 1. le cadre économique soviétique n'a pas été complètement démantelé. La désintégration commerciale n'a été que partielle et un effet d'inertie du commerce subsiste au sein des pays de la CEI. Les entreprises de la région restent liées aux anciens réseaux fournisseurs/clients hérités de la période soviétique, 2. les contraintes économiques actuelles, notamment les coûts de transport, sont telles que le commerce n'est possible qu'avec des pays géographiquement proches partageant une structure économique similaire et disposant d'un réseau d'infrastructures semblables²⁵. Ces deux explications ne sont pas exclusives l'une de l'autre et, combinées, elles expliquent en grande partie les raisons de la persistance du commerce au sein des pays de la CEI.

La conduite des affaires reste soviétique

O. Roy, dans son livre *La nouvelle Asie centrale* (Paris, Seuil, 1997), a expliqué l'importance politique du directeur de kolkhoze, laquelle apparaît notamment dans les pays agraires que sont l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan. Dans un pays plus industriel comme le Kazakhstan, le directeur de kolkhoze a été remplacé par le directeur d'usine ou de combinat. Sous l'URSS, le PCUS structurait la vie politique et avait vocation à diriger l'économie. Néanmoins, dans ce cadre, les directeurs de grands combinats disposaient d'un certain pouvoir de marchandage auprès du planificateur, notamment s'agissant du niveau

de production ou de la quantité d'intrants. Ce pouvoir avait des implications économiques très importantes pour l'usine tout comme pour la région.

Il est intéressant de constater que nombre de ces directeurs de combinat se sont reconvertis, après l'indépendance, dans des carrières politiques à haut niveau ou sont restés à leur poste. Afin d'illustrer ce propos, on décrira la carrière de l'un de ces "barons rouges", une figure emblématique du Kirghizstan, Mamat Aïbalaev²⁶. Né en 1939 dans le district de Batken, il devient en 1961 géologue, diplômé de l'Institut Polytechnique de Frounzé (Bichkek). De 1961 à 1967, il travaille comme adjoint au directeur d'exploitation d'une mine dans la région de Sverdlovsk (RSFSR). Il retourne ensuite au Kirghizstan en tant qu'ingénieur principal de la mine de mercure de Khaïdarkan (Sud-Kirghizstan). En 1972, il devient directeur du combinat et reste à ce poste jusqu'en 1987, date à laquelle il est alors nommé vice-président du Gosplan kirghiz. À l'indépendance, il devient directeur du combinat d'antimoine de Kadamjaï jusqu'en 1996 puis, devenu entre temps également député, son directeur général. En octobre 1999, Aïbalaev est finalement nommé premier gouverneur de la région de Batken, créée la même année. Cette région comptait, du temps de l'URSS, trois combinats principaux employant des milliers de personnes : celui de mercure de Khaïdarkan, celui d'antimoine de Kadamjaï et les mines de charbon de Kyzyl-Kia. Les deux premiers ont été dirigés par Aïbalaev et c'est bien évidemment grâce à ces positions qu'il a pu obtenir ce poste de gouverneur.

Il n'y a pas, en soi, d'incompatibilité entre la fonction de chef d'entreprise et de responsable politique. Toutefois, ces "barons rouges" ont été formés pendant la période soviétique et ont acquis, en plus de leur formation technique, une vision très idéologique de l'économie dans laquelle l'industrie lourde était magnifiée. Aujourd'hui, Aïbalaev ne cesse de défendre les deux combinats qu'il a dirigés alors que leurs réserves sont épuisées depuis longtemps. Sans cette vision idéologique de l'économie, ce combinat n'aurait pas été construit : l'ampleur de l'investissement nécessaire et les faibles réserves de minerai lui ôtaient sa rationalité économique. La direction d'une usine ou d'un combinat permet en réalité à un individu d'acquérir la légitimité et les moyens financiers nécessaires pour mener une carrière politique. Le principal problème réside dans le fait qu'une fois élu ou nommé à un poste important, l'ex-directeur de combinat défend ce dernier.

Des travers du système économique soviétique restent également très présents au sein des entreprises centre-asiatiques : sous-emploi, absence de responsabilisation des travailleurs, problème de crédibilité des instances dirigeantes des entreprises. De même, la notion de service vis-à-vis des fournisseurs et surtout des clients reste balbutiante pour la majorité des entreprises. Enfin, de nombreuses institutions économiques spécifiques à la période soviétique subsistent en Asie centrale. C'est notamment le cas, en Ouzbékistan et au Turkménistan, des centrales du commerce extérieur, un mécanisme typique des économies planifiées. Les producteurs de coton

n'ont, par exemple, aucune relation commerciale avec l'extérieur, ils sont obligés de vendre leur production à cette centrale à un prix fixé par l'État (bien inférieur au prix mondial), seule habilitée à négocier sur les marchés internationaux les ventes de coton.

Joomart Otorbaev, vice-Premier ministre kirghize, déclarait après sa prise de fonctions en 2002 : « il y a encore beaucoup de soviétique en nous, la mentalité et les méthodes de prise de décision ... le système soviétique de gestion, enterré avec l'Union soviétique, reste en nous. » Cette déclaration est d'autant plus intéressante qu'Otorbaev n'est pas un "baron rouge" nostalgique de l'ordre précédent mais le stéréotype d'une élite centre-asiatique "occidentalisée". Il parle couramment anglais, a enseigné trois années aux Pays-Bas et fut représentant de Philips au Kirghizstan pendant de nombreuses années. Le système économique soviétique est donc loin d'avoir disparu en Asie centrale, malgré la volonté de certains hommes politiques de s'en affranchir. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'inertie joue un rôle très important dans le domaine économique, rendant le rôle de l'histoire capital pour comprendre les évolutions actuelles des économies de la région. Il est légitimement impossible de s'affranchir complètement, en une seule décennie, des grandes dépendances économiques instaurées du temps de l'URSS. On peut en cela se référer à la fin des empires français et britannique à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. L'affranchissement économique par rapport aux métropoles a été long et les anciens liens coloniaux ont persisté bien après l'indépendance²⁷. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la survivance de traits de l'économie soviétique aujourd'hui en Asie centrale : un affranchissement très rapide vis-à-vis de l'héritage soviétique eut été davantage étonnant.

Gaël RABALLAND
Docteur en économie de Paris I
graballand@yahoo.com

RÉSUMÉ

L'indépendance des républiques de l'URSS a-t-elle signifié, en Asie centrale, la fin du système économique soviétique ? Pour répondre à cette question, il est intéressant d'étudier les ressorts conceptuels et fonctionnels de sortie du système soviétique. Les gouvernements centre-asiatiques ont en effet maintenu une conception soviétique de l'économie qui consiste à mettre celle-ci au service d'un idéal politique, seul ce dernier ayant changé. En outre, le corollaire de cette équation est l'absence de frontière claire entre pouvoir politique et économie, ce qui donne lieu au développement de la corruption. Une analyse pragmatique du fonctionnement des économies centre-asiatiques montre elle aussi que tout le tissu économique des États reste empreint

d'une période soviétique dont il semble difficile de s'affranchir. L'inertie joue donc un rôle très important dans le domaine économique, rendant le rôle de l'histoire capital pour comprendre les évolutions actuelles des économies de la région.

Mots-clés. Économie, Asie centrale, corruption, combinats, élites, matières premières.

ABSTRACT

Conceptual and functional permanencies of the Soviet economic system in Central Asia.

Has the independence of the republics of USSR meant the end of a Soviet economic system? To answer this question, it is necessary to study the conceptual and functional elements permitting to escape the Soviet system. Central Asian governments have preserved a Soviet conception of economy : it consists in subordinating it to a political ideal ; only the latter has changed. Moreover, the corollary is that there are no clear frontiers between politics and economy, developing consequently the corruption. A pragmatic analysis of the Central Asian economies shows that all the States economic fabric is marked by the Soviet period from which it seems difficult to free. Inertia plays a very important role in the economic field ; history is then essential to understand the current evolutions of economies in this area.

Key-words. Economy, Central Asia, corruption, industrial complexes, elites, raw materials.

NOTES

1. Pour une vision synthétique des différentes stratégies de développement économique, voir POMFRET R., « Economic developments during the 1990s and prospects for the future », texte de la conférence *Central Asia 2010* qui s'est tenue à Almaty en juillet 1998, résumé publié dans *Central Asia 2010*, New-York, PNUD, pp. 58-65.
2. Voir à ce propos EICHENGREEN B., IRWIN D. A., « The role of history in bilateral trade flows », *NBER working paper*, n° 5565, 1996, 51 p.
3. Directeur du Centre géorgien de recherches en politique étrangère. Cette idée a été soulevée lors de la conférence organisée, en décembre 2001, par l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales de Genève sur l'OSCE dans le Caucase et en Asie centrale.
4. Le livre de KORNAI J., *Socialisme et économie de la pénurie* (Paris, Économica, 1984), est l'une des études les plus remarquées sur l'économie socialiste.

5. Schématiquement, deux voies ont été choisies : celle de l'ouverture économique, suivie par le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, et celle d'un développement autocentré, voulu par l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Pour plus de détails sur les politiques menées dans ces pays, voir RADVANIY J. (dir.), *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 2003.
6. Disponible sur le site www.kazakinfo.com/Government/2030.shtml.
7. Voir la version anglaise KARIMOV I., *Uzbekistan, along the road of deepening of economic reform*, Lahore, Gora, 1995. Pour plus de précisions à ce sujet, voir POMFRET R., « The Uzbek model of economic development 1991-1999 », *Economics of transition*, vol. 8, n° 3, 2000, pp. 733-748.
8. Pour une description détaillée de l'intégration économique régionale en Asie centrale, voir RABALLAND G., « L'intégration économique régionale en Asie centrale. Réalité ou chimère ? », *Le courrier des Pays de l'Est*, Paris, La Documentation française, n° 1011, 2001, pp. 50-60.
9. D'après les estimations de la Banque Mondiale avec la méthode Atlas en 2000.
10. « What are the opportunities for the region ? », Eurasia Economic Summit, 26-28 avril 2000, www.weforum.org
11. Le Kirghizstan et le Tadjikistan sont également touchés par ces phénomènes, avec la rente aurifère dans le premier cas et celle liée à la fonderie d'aluminium de Toursounzadé dans le second, mais les sommes en jeu sont plus faibles car les ressources elles aussi plus limitées.
12. Classement disponible sur www.transparency.org.
13. ESANOV A., RAISER M., BLUTER W., « Nature's blessing or nature's curse : the political economy of transition in resource-based economies », *EBRD working paper*, 2002.
14. HELLMAN J., JONES G., KAUFMANN D., « Seize the State, Seize the day », *World Bank Policy Research working paper*, n° 2444, 2000, 45 p.
15. LAM R., WANTCHEKON L., « Political dutch disease », *Mimeo*, août 2000, 16 p.
16. NICHOLS P. M., « The fit between changes to international corruption regime and indigenous perceptions of corruption in Kazakhstan », *University of Pennsylvania. Journal of International Economic Law*, vol. 22, n° 4, 2001, pp. 863-973.
17. Cité in MENEY P., *La kleptocratie*, Paris, La Table Ronde, 1982, p. 19.
18. Dans le système économique soviétique, l'entreprise a également une valeur sociale en ce sens qu'elle permet l'emploi des travailleurs et leur procure un certain nombre d'avantages sociaux. À l'indépendance, ce sont ces services sociaux qui ont fait la valeur de la plupart des combinats, dans la mesure où le cœur de l'activité économique était rarement profitable.
19. C'est notamment ce qui a été montré, pour le cas des pays riches en hydrocarbures du bassin Caspien : Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan, COVILLE T., « Des lendemains qui déchantent pour les économies rentières d'Asie Centrale et du Caucase ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n° 34, 2002, pp. 295-312.

20. Ce phénomène est extrêmement répandu en Ouzbékistan. Il est même au cœur du prétendu “modèle ouzbek de développement”. Aussi, il n’a pas semblé intéressant de donner des exemples en provenance de ce pays, tout comme du Turkménistan qui pratique la même politique.
21. Même si les raisons de cette démonétarisation ne sont probablement pas les mêmes, le résultat – un commerce de compensation développé – est commun aux deux périodes. Du temps de l’URSS, la monnaie était surabondante avec une pénurie de biens. Pendant la transition, la monnaie est devenue rare, ce qui a conduit à perpétuer le commerce de compensation.
22. CARLIN W., PRIES S., SCHAFER M., SEABRIGHT P., « Barter and non-monetary transactions in transition economies : evidence from a cross-country survey », *EBRD workingpaper*, n° 50, 2000, 16 p.
23. Russie comprise. Ces chiffres recouvrent évidemment des répartitions différentes selon les pays : pour le Kazakhstan et le Kirghizstan, la Russie continue à jouer un rôle majeur tandis que pour le Turkménistan, c’est l’Ukraine qui est devenu un partenaire économique crucial.
24. FIDRMUC J., FIDRMUC J., « Disintegration and trade », *CEPR discussion paper*, n° 2641, 2000, 32 p.
25. La contrainte liée au schéma radial du transport en URSS est un phénomène bien connu. Les contraintes de réseaux ont probablement des implications directes sur la répartition géographique des échanges pour les pays d’Asie centrale.
26. Mamat Aïbalaev fut le premier gouverneur de la région de Batken et exerça ses fonctions de 1999 à 2004.
27. C’est, par exemple, ce qu’ont montré ACEMOGLU D., JOHNSON S., ROBINSON J. A., « The colonial origins of comparative development : an empirical investigation », *American economic review*, vol. 91, n° 5, 2001, pp. 1369-1407.